



## Emirats Arabes Unis : Situation économique et financière

Actualisation au 4 septembre 2008

© MINEFE – DGTPE

Prestation réalisée sous système de management de la qualité certifié AFAQ ISO 9001

### Les EAU connaissent un développement spectaculaire

Les EAU sont l'un des premiers pays producteurs d'hydrocarbures dans le monde, avec des réserves prouvées conséquentes. Les hydrocarbures ont permis une accumulation rapide de richesses grâce à une production soutenue et à la progression des cours. Les EAU se démarquent par ailleurs des autres pays du Moyen-Orient par la diversification de leur économie, tirée d'abord par les services (notamment le commerce international, le transport aérien, le tourisme et les activités financières) qui forment plus de 40% du PIB. La diversification s'étend également à l'industrie (pétrochimie, aluminium...) et à l'immobilier qui attire une large clientèle régionale et internationale.

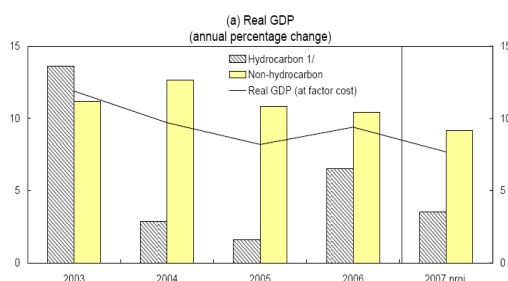
Le gouvernement fédéral et les gouvernements des émirats (fédérés) utilisent leurs ressources pour soutenir la croissance par la dépense publique, via le financement direct des grands projets d'infrastructures, par la dotation en capital des entreprises publiques, qui sont l'armature de l'économie, et par un ensemble de mesures sociales permettant de soutenir la consommation des ménages.

#### PIB (en Mds \$)

2001	69,2
2002	73,5
2003	87,3
2004	104,6
2005	133,2
2006	163,3
2007	190,0
2008 (p)	208,0

#### PIB par habitant (en \$)

2001	21.900
2002	21.940
2003	24.590
2004	24.212
2005	27.820
2006	36.600
2007	38.000
2008 (p)	38.850



**La croissance réelle du PIB, a atteint 7,8% en 2007. Elle, devrait rester à un niveau soutenu en 2008, pour se situer à 8%. L'excédent commercial en 2007 a atteint 60 Mds USD et en 2008, 71 Mds devraient être dégagés.**

Comme l'illustre le graphique ci-contre (FMI), **la progression est remarquable**, notamment du PIB hors hydrocarbures : le PIB total a plus que doublé entre 2003 (87 Mds USD) et 2007 (190 Mds USD).

### Une politique fiscale prudente, voire conservatrice

#### Solde des comptes publics (% du PIB)

2001	-0,4%
2002	-2,6%
2003	2,8%
2004	10,5%
2005	20,3%
2006	28,8%
2007	27,6%
2008 (p)	27,8%

Si l'Etat dispose de capacités d'investissement considérables, les autorités conservent une politique fiscale prudente, permettant de maintenir un **excédent budgétaire confortable** de 27,6% du PIB. Outre des économies sur les dépenses courantes (externalisation de services permettant une décélération des emplois publics), l'Etat et des gouvernements des émirats fédérés visent surtout à faire financer les projets des entreprises publiques par l'emprunt (compagnies aériennes, projets immobiliers, et même, pour partie, les nouveaux investissements dans les hydrocarbures). La dette publique externe est ainsi particulièrement faible (10% du PIB).

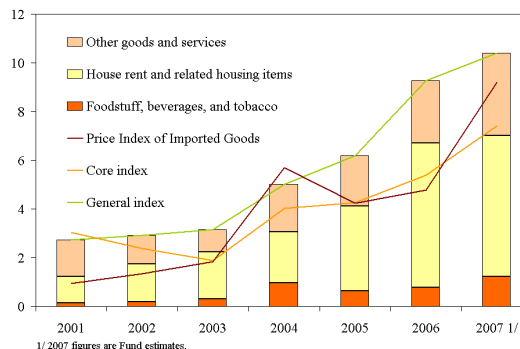
## Inflation et sous évaluation de l'AED sont préoccupants

### Inflation (en%)

2001	2,7 %
2002	2,9 %
2003	3,2 %
2004	5,0 %
2005	6,2 %
2006	9,3 %
2007	11,1 %
2008 (p)	12 %

### L'inflation est source d'inquiétude pour la compétitivité de l'économie et une décélération rapide est peu probable

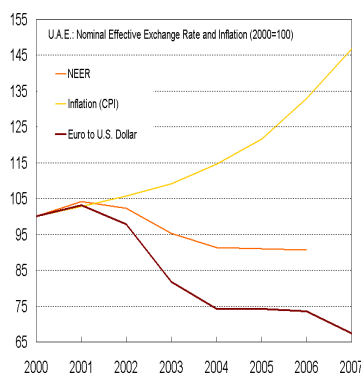
Modérée et sous contrôle jusqu'en 2003, l'inflation aux EAU connaît une dérive qui s'est accélérée en 2005 (8%). Elle a atteint 9,3% en 2006 selon le FMI mais se situerait à un niveau plus élevé. En 2007, elle a atteint le niveau record de 11,1 % (de l'ordre de 15% selon de nombreux



observateurs). L'inflation émirienne, est la résultante de la dynamique exceptionnelle de la croissance actuelle : la demande dans l'immobilier est largement supérieure à l'offre, alimentant une hausse très élevée des loyers que les nouvelles règles peinent à contenir (accroissement annuel des loyers fixé à 5%). La seule perspective pour une décélération de l'inflation serait un meilleur ajustement de l'offre de logements à la demande, qui paraît difficile dans les deux prochaines années, en particulier à Abu Dhabi et Dubaï, où le déséquilibre est particulièrement notable.

### Le taux fixe avec le dollar peut pénaliser l'économie émirienne : réévaluation progressive possible

Le taux fixe avec le dollar (3,67275) pénalise l'économie dans une certaine mesure depuis que le dollar a entamé un cycle de dévalorisation (renchérissement des importations, absence de marge de manœuvre pour la politique monétaire, spéculation sur le dirham), mais favorise également la compétitivité du tourisme et des exportations, comme les profits des banques ayant une forte exposition en dollars. Le principe du lien fixe avec le dollar n'est pas en cause, compte-tenu de la prépondérance de la devise américaine dans le paiement des échanges et dans les investissements du pays, et pour des raisons historiques et politiques. La question se pose en revanche d'un ajustement de la parité, officiellement exclu, mais vraisemblable et qui devrait être très progressif.



## La priorité à la constitution d'une rente financière

La perspective de l'épuisement des réserves pétrolières et gazières (entre 70 et 90 ans selon les sources) est dans tous les esprits, les principaux champs en activité ayant atteint ou atteignant prochainement leur pic de production. Les autorités fédérales et les gouvernements des émirats fédérés mettent ainsi tout en œuvre pour constituer une rente financière permettant d'amortir le déclin annoncé des recettes d'hydrocarbures. Une partie des recettes pétrolières est immédiatement affectée à l'Abu Dhabi Investment Authority (ADIA). De fait, l'ADIA est devenu le premier fonds du Moyen-Orient, est au cœur du système d'épargne du pays, avec une double vocation : elle gère l'équivalent d'un fonds pour les générations futures, avec une politique de placement local et international visant à obtenir une rentabilité maximale. Mais l'ADIA, et davantage le deuxième fonds d'Abu Dhabi, **Mubadala Development**, a également une composante stratégique, visant à réaliser des investissements de long terme, via des participations dans des entreprises multinationales. L'émirat de Dubaï pratique une politique similaire avec plusieurs fonds, dont **Dubai Holdings** et **Dubai World**.

### Estimations des avoirs des fonds souverains du Golfe (milliards USD)

EAU	> 1000
Koweït	213
Qatar	70
Oman	11
Bahreïn	3,5

## Stratégie de diversification : nécessaire recours aux IDE

### Part des hydrocarbures dans le PIB : 30% en 2007 contre 70% il y a 30 ans

Modérée Après la constitution d'une rente financière, la diversification de l'économie est la deuxième priorité stratégique pour préparer l'après-pétrole, déjà bien engagée dans l'émirat de Dubai, sorti de l'économie pétrolière, qui ne représente plus que 3% de son PIB. Pour l'ensemble de la fédération, la part des hydrocarbures dans le PIB est passée en 20 ans de 70 à 30%. Si chaque émirat, avec une grande autonomie, conduit sa propre stratégie, on peut distinguer quelques lignes directrices.

### Une diversification différenciée selon les émirats

L'émirat d'Abu Dhabi a pour ambition de créer une base industrielle fondée sur les **industries lourdes**, avec trois pôles par ordre d'importance: la sidérurgie, l'aluminium et la pétrochimie, en jouant sur l'avantage comparatif que représente le faible coût de l'énergie et de la main d'œuvre. Dubai s'est engagé dans cette voie avec une unité d'aluminium, bien que l'ordre de priorité ne soit pas le même. L'émirat de Dubai est traditionnellement un **hub marchand** (un des plus importants ports conteneurs au monde) et **touristique** (plus de 30 % du PIB de l'émirat). Abu Dhabi s'efforce de devenir également un pôle touristique pour courts séjours, en s'appuyant sur des **projets culturels** prestigieux (musée du Louvre). Les **services**, notamment financiers, jouent également un rôle croissant dans la création de richesse. Le troisième niveau, en cours de lancement à Dubai, est celui des **hautes technologies**, permettant de créer des pôles de recherche à vocation mondiale dans les télécoms, l'informatique, la santé, et les biotechnologies.

La stratégie de diversification s'appuie sur la création d'entreprises publiques capitalisées par l'Etat (Emirates, Etihad, Etisalat, etc...) et d'établissements étatiques, dans lesquels l'Etat peut n'avoir qu'une partie du capital (Emaar), et qui sont souvent des démembrements des fonds d'investissements publics (Dubai Port World), avec une forte capacité de croissance externe, notamment via la prise de participation dans le capital d'entreprises étrangères.

### Une économie ouverte, mais des obstacles demeurent

L'ouverture du pays à l'investissement étranger est déjà bien ancrée : niveau faible des droits de douane, mise en œuvre de l'accord d'union douanière du Conseil de Coopération du Golfe, volonté de conclure rapidement les négociations de libre échange avec l'Union européenne.

La poursuite de la diversification de l'économie nécessite, dans les services et les hautes technologies en particulier, un recours massif à l'investissement étranger pour acquérir l'expertise nécessaire : d'où une stratégie d'accueil, fondée sur des procédures favorables, notamment au sein des zones franches, l'absence d'impôts et de charges, l'accès à une main d'œuvre peu coûteuse sur les emplois faiblement qualifiés, une multiplicité de services de qualité, ainsi qu'une logistique efficace.

Les limites demeurent toutefois importantes : hors zones franches, la part étrangère dans la création d'une société locale est limitée à 49%, seuil qui permet au partenaire émirien d'engranger les bénéfices les plus élevés. L'émirisation progressive du personnel, dans le cadre des quotas fixés par la loi, peut représenter également une forte contrainte. Enfin, l'ouverture est plus limitée dans les services (notamment financiers).

D'importants chantiers législatifs engagés par le Ministère de l'économie visent à assouplir les conditions d'accueil des capitaux étrangers, mais le calendrier de mise en œuvre est particulièrement mouvant.

## Perspectives

Sauf accident politique régional majeur, le miracle économique des Emirats Arabes Unis est vraisemblablement durable, au-delà des aléas sur la durée des réserves pétrolières, en raison d'une gestion particulièrement intelligente d'une rente financière qui est désormais de loin la plus importante de la région, et en raison d'une stratégie très cohérente de diversification de l'économie, qui rencontre de grands succès notamment dans les services. Une chute des prix du pétrole pourrait désormais être absorbée sans choc majeur sur l'économie.

## Offre éditoriale

### Vous aider à exporter et à s'implanter aux EAU

Disponibles:

#### 1) Collection "L'Essentiel d'un marché - Emirats Arabes Unis" - Janvier 2008

Document indispensable pour comprendre, exporter, vivre et travailler aux Emirats Arabes Unis. (190 pages) - Prix : 25,00 EUR HT

#### 2) Guide "S'implanter dans les pays du Golfe" - Novembre 2006

Guide d'implantation dans les pays du Conseil de Coopération du Golfe qui vous apportera de nombreuses informations actualisées sur les conditions juridiques d'une implantation, l'environnement des affaires, le contexte réglementaire. (650 pages) - Prix : 65,00 EUR HT

#### 3) Lettre régionale du Moyen-Orient - bimestrielle

Lettre régionale d'information couvrant l'ensemble de la zone Moyen-Orient, c'est à dire les six pays du Conseil de Coopération du Golfe, l'Irak, l'Iran et le Yémen. Informations pour suivre la conjoncture économique et financière des marchés, les perspectives économiques et disposer régulièrement de brèves sectorielles. - Abonnement 1 an : 153 EUR HT. (format moyen de 20 pages)

Consultez le site d'UbiFrance :  
<http://www.ubifrance.fr>

Ces documents sont disponibles à la vente sur simple demande auprès de la **Mission Economique d'Abu Dhabi, celle de Dubai** ou bien auprès d'**UbiFrance** à Paris à la Librairie du Commerce International en ligne à l'adresse suivante : <http://www.ubifrance.fr>

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse de la Mission Economique d'Abu Dhabi.

#### Clause de non-responsabilité

La ME s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer des conseils personnalisés qui supposent l'étude et l'analyse de cas particuliers.



Auteur : Mission Economique d'Abu Dhabi

Adresse : Hamdan Street – Al Masaood Tower  
Suite 1103  
Po Box 4036 – Abu Dhabi  
Emirats Arabes Unis  
Rédigée par : Mathieu BRUCHON  
Revue par : Salim SAIFI

Version originelle du 06/09/2008